

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n° IC-24-127

**actualisant le tableau de classement des installations
et imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**Société Routière de l'Est Parisien (R.E.P)
à LE PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 autorisant la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets pour une durée de 21 ans, à étendre ce centre de stockage et à exploiter une plate-forme de broyage de déchets (bois, palettes, encombrants...), un centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux ainsi qu'une déchetterie accueillant des déchets apportés par des artisans sur le territoire des communes de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-21-096 du 3 novembre 2021 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société Routière de l'Est Parisien (R.E.P) à LE PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-23-061 du 16 mai 2023 imposant des prescriptions techniques complémentaires et actualisant le tableau de classement des installations de la société R.E.P à LE PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-23-082 du 11 juillet 2023 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société R.E.P à LE PLESSIS-GASSOT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu le courrier du 5 octobre 2022, de la société R.E.P déposant un dossier de porter à connaissance relatif à la modification de la plateforme de tri et rupture de charge et la création d'une activité de mise en balles de déchets non dangereux sur son site de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Vu le courrier du 6 décembre 2022, de la société R.E.P déposant un dossier de porter à connaissance relatif à la modification de la plateforme de tri et rupture de charge et la création d'une activité de production de combustible solide de récupération (CSR) sur son site de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Vu la décision n° DRIEAT-UD95-002-2024 du 12 septembre 2024 dispensant la société R.E.P de la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de modification de la plateforme de tri et de mise en balles de déchets non dangereux sur son installation située sur le territoire des communes de LE PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Vu le rapport du 19 septembre 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu le courriel du 20 septembre 2024 adressé à la société R.E.P par l'inspection des installations classées lui transmettant pour avis le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu le courriel de la société R.E.P du 23 septembre 2024 transmettant des observations concernant le projet d'arrêté qui lui a été communiqué par courriel du 20 septembre 2024 susvisé, observations dont il a été tenu compte ;

Considérant que les modifications présentées par la société R.E.P dans ses deux porter à connaissance transmis par courriers des 5 octobre et 6 décembre 2022 susvisés sont notables mais non substantielles ;

Considérant que l'installation doit être exploitée conformément aux dossiers déposés par l'exploitant, dont les porter à connaissance transmis par courriers des 5 octobre et 6 décembre 2022 susvisés ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le tableau de classement des installations classées exploitées par la société Routière de l'Est Parisien – REP à LE PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN ;

Considérant qu'il convient d'encadrer les modifications apportées au site par de nouvelles dispositions imposées par arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Routière de l'Est Parisien – R.E.P, dont le siège social est situé – immeuble Le Vermont – 28, Boulevard de Pesaro à NANTERRE (92000), est tenue pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire des communes de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN de respecter les prescriptions techniques du présent arrêté.

Elles complètent celles annexées aux arrêtés préfectoraux susvisés.

Article 2 : Sur le site de la société R.E.P implanté sur le territoire des communes de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN, la plateforme de tri de déchets d'activités économiques, les activités de tri et de mise en balles de déchets non dangereux, les activités de pré-stockage et de stockage temporaire des balles sont réalisées, exploitées, entretenues et maintenues conformément aux éléments figurant dans le dossier de porter à connaissance d'octobre 2022 susvisé.

La plateforme de tri des déchets d'activités économiques et des encombrants, les activités de production de CSR et de stockage temporaire des stocks de CSR sont réalisées, exploitées, entretenues et maintenues conformément aux éléments figurant dans le dossier de porter à connaissance de décembre 2022 susvisé.

Article 3 : Le tableau de classement des installations classées exploitées par la société R.E.P à LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023 susvisé, est actualisé ainsi qu'il suit :

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
3540-1	A	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Installations de traitement et de stockage de déchets non dangereux Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.
2760-2	A	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	<u>Capacité journalière maximale autorisée :</u> 3 600 t/j <u>Capacité annuelle maximale autorisée :</u> 1 100 000 t/an de déchets dont : – 790 000 t/an de déchets non dangereux hors déchets inertes – 160 000 t/an en valorisation de déchets non dangereux d'aménagement tels que définis à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2021 susvisé – 150 000 t/an de déchets inertes <u>Durée : 21 ans</u> à compter du 19/12/2006 <u>Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19/12/2006 :</u> – Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m³ – Extension : 14 000 000 m³

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
3532	A	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	<p>Plateforme de valorisation du bois – broyage</p> <p><i>Plateforme de broyage de déchets de bois, palettes, encombrants :</i> Puissance installée : 315 kW – quantité journalière traitée au maximum : 175 t/j <i>Plateforme de compostage de déchets verts :</i> Broyage et criblage des déchets verts et du compost – puissance installée : 415 kW</p> <p>Plateforme de déchets minéraux avec technologie biotierre et concassage/criblage/lavage</p> <p><i>Plateforme de traitement de déchets minéraux :</i> Traitement biologique et de valorisation par lavage de matériaux, déchets minéraux, terres humides et déblais du BTP contenant ou non des substances dangereuses, et des terres contaminées par des hydrocarbures dont 20 % au plus sont des déchets dangereux Machine de lavage-criblage d'une puissance inférieure à 900 kW des terres et déchets à traiter. Capacité de traitement annuelle : 300 000 t/an Capacité journalière maximale de traitement : 3 500 t/j Quantité maximale de déchets minéraux pollués présents sur la plateforme : 160 000 t</p> <p>Centre de tri, plateforme de préparation CSR et plateforme d'enrubannage</p> <p>Capacité de traitement annuel : 270 000 t/an Capacité traitement journalier : 800 t/jour Puissance installée : 1 400 kW</p>
3510	A	<p>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage 	
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	
2791-1	A	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
2921	DC	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Unité de traitement des lixiviats Station de traitement de lixiviats : 1 tour aéroréfrigérante associée aux installations de traitement des lixiviats – Puissance thermique évacuée : 1,9 MW
4130-2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Unité de traitement des lixiviats Une cuve de 15 m ³ d'acide nitrique à 58 % (soit 21 t)
2780-1c	D	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j	Plateforme de compostage Plateforme de compostage de déchets verts Installation de compostage (8 000 m ²) de déchets verts Capacité 10 950 t/an de matières traitées
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Plateforme de traitement des déchets minéraux (2716 / 2718 / 3550) Aire de réception / tri / pré-traitement de terres polluées. Regroupement de terres polluées : Quantité maximale de terres polluées dangereuses ou non : 900 m³
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Centre de tri, plateforme de préparation CSR et plateforme d'enrubannage (2716) Centre de tri de déchets non dangereux, non inertes au niveau du quai de rupture, de la zone pré-tri, tri et encombrants et de la plateforme de stockage de balles de déchets non dangereux. Capacité maximale d'entreposage : 65 000 m³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Centre de tri de déchets non dangereux, non inertes au niveau du quai de rupture, de la zone pré-tri, tri et encombrants <i>Plateforme de broyage des déchets encombrants :</i> – Dépôt de déchets de bois d'un volume de 40 000 m³ – Stockage de 150 m³ au maximum de pneumatiques usagés en bennes destinés à être valorisés sur des plateformes autorisées à les recevoir <i>Plateforme de préparation de CSR :</i> – Refus du pré-tri CSR et du process CSR : 230 m³
2713-2	D	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ²	Centre de tri, plateforme de préparation CSR et plateforme d'enrubannage <i>Plateforme de préparation de CSR :</i> – Plateforme d'entreposage des métaux issus du tri de déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 60 m²
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Station de transit et criblage-concassage Unité de revalorisation de matériaux de démolition d'une superficie de 9 800 m² – Stockage sur une plateforme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage de 70 000 m ³ de matériaux bruts issus de travaux neufs, de démolition
2515-1b	D	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Station de transit et criblage-concassage Plateforme équipée de : – une installation de concassage à percussion – un séparateur électro-magnétique (Overband) – une installation de criblage mobile à deux étages La puissance électrique de l'ensemble des équipements de l'unité de revalorisation autorisée est de 199 kW Plateforme de criblage/concassage de déchets minéraux Unité de criblage, d'une puissance inférieure à 200 kW des terres traitées inertes (il s'agit de l'unité de criblage mobile de l'installation existante ci-dessus citée)
1532-2b	D	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A,	Installation de stockage de bois broyé – Stockage sur une plateforme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage inférieure à 20 000 m ³ de bois à l'état naturel, non imprégné

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
		<p>ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>et non revêtu d'une substance quelconque sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiqueté, de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat ou tout autre produit rentrant dans la définition de la biomasse selon l'arrêté du 20 juin 2002 relatif aux chaudières d'une puissance supérieure à 20 MW th</p> <p>Plateforme de traitement de déchets minéraux – Stockage de bois ou copeaux de bois (Produit d'amendement) sur l'aire de réception / prétraitement des terres polluées : 2 m³</p>
1434-1b	DC	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p>	<p>Station Service</p> <p>Débit maximum de 40 m³/h</p>
1435-2	DC	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>Station Service</p> <p>Volume annuel total de 2 550 m³</p>
4734-2c	DC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>Stockage de carburant</p> <p>84,5 tonnes (GO et GNR) réparties dans 2 cuves de 50 m³</p>

Article 4 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN et peut y être consultée ;

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et transmis à la préfecture du Val-d'Oise ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et les maires de LE PLESSIS-GASSOT, LE MESNIL-AUBRY et ÉCOUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **26 SEP. 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale


Laetitia CESARI-GIORDANI